



Brussels' Document on the Future of the Protection of Social Rights in Europe

Belgian Chairmanship of the Council of Europe

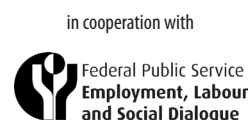
Document de Bruxelles sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe

Présidence belge du Conseil de l'Europe



European
Social
Charter

Charte
sociale
européenne



On 12 and 13 February 2015, the Belgian Chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe, in collaboration with the Council of Europe, organised in Brussels the European Conference on “the future of the protection of social rights in Europe”.

The Conference brought together high level political representatives and experts. The presence of the Secretary General of the Council of Europe, a member of the European Commission, and the Vice-President of the Parliamentary Assembly should be emphasized.

Bringing together nearly 300 participants from the academic world, representatives of the Member States of the Council of Europe and international institutions (Council of Europe, European Union, International Labour Organisation, United Nations), social partners and INGOs, the conference was held in the continuity of the Turin process. This process, launched in the eponymous city by the Italian Presidency of the European Union and by the Council of Europe, aims to renew the political interest in social rights in Europe within the current context, taking into account the European Social Charter.

As announced at the Conference, academic experts have prepared the “Brussels Document”.

It consists in a synthesis document summing up the main proposals made in the course of the Conference for further improving the protection of social rights considered as human rights. The working group was chaired by Prof. J.-Fr. Akandji-Kombé, Professor at Paris I-Panthéon-Sorbonne and coordinator of the Academic network of the European Social Charter.

These experts have worked with complete independence, while taking into account the conclusions resulting from the exchanges of Conference. The “Brussels Document on the future of the protection of social rights in Europe” was delivered to the Belgian Chairmanship on 13 March 2015, as set out hereafter.

It will be then up to the Member States of the Council of Europe, including the Belgian Chairmanship - but also the Chairmanships to come -, to give to this set of proposals the follow-up that they find appropriate.

Special thanks have to be given to the Working group of experts that developed the Brussels Document and to the Secretariat of the Council of Europe, and particularly to the Department of the European Social Charter for its active participation in and continued support for the organization of the Conference.

This document will be also available in a further stage in Dutch and German.

The website of the Council of Europe dedicated to the Turin process, on which the documents of the Brussels Conference are available :
<http://www.coe.int/en/web/portal/high-level-conference-esc-2014>

Les 12 et 13 février 2015, la Présidence belge du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, a organisé à Bruxelles la Conférence européenne sur « L'avenir de la protection des droits sociaux en Europe ».

La Conférence a réuni des autorités politiques et des experts de haut niveau. La présence et les discours du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un membre de la Commission européenne, et du Vice-président de l'Assemblée parlementaire sont à souligner.

Réunissant près de 300 participants issus du monde académique, des représentants des Etats Membres du Conseil de l'Europe, des institutions internationales (Conseil de l'Europe, Union européenne, Organisation internationale du travail, Nations Unies), des partenaires sociaux et des OING, la conférence s'est inscrite dans la continuité du processus de Turin. Ce processus, lancé dans la ville éponyme par la Présidence italienne de l'Union européenne et par le Conseil de l'Europe, vise à renouveler l'intérêt politique pour les droits sociaux en Europe dans le contexte actuel, à l'appui de la Charte sociale européenne.

Comme annoncé lors de la Conférence, des experts académiques ont préparé le « Document de Bruxelles ».

Il s'agit d'un document de synthèse résumant les principales propositions faites au cours de la Conférence, tendant à améliorer la protection des droits sociaux en tant que droits de l'homme. Le groupe de travail a été présidé par Prof. J.-Fr. Akandji-Kombé, professeur à Paris I-Panthéon-Sorbonne et coordinateur du Réseau académique de la Charte sociale européenne.

Ces experts ont travaillé en toute indépendance en tenant compte des conclusions auxquelles les échanges de la Conférence ont abouti. Le « Document de Bruxelles sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe » a été remis à la Présidence belge le 13 mars 2015, tel que vous le trouverez ci-après.

Il appartiendra désormais aux Etats membres du Conseil de l'Europe, y compris à la Présidence belge -- mais également aux présidences à suivre --, de donner à cet ensemble de propositions les suites qu'ils jugeront approprié de devoir lui donner.

Des remerciements spéciaux sont à adresser au Groupe de travail d'experts qui a élaboré le Document de Bruxelles et au Secrétariat du Conseil de l'Europe, et plus particulièrement au Service de la Charte sociale européenne pour sa participation active et son soutien continu à l'organisation de la Conférence.

Le présent document sera également disponible ultérieurement dans une version néerlandaise et allemande.

Le site web du Conseil de l'Europe dédié au processus de Turin et sur lequel les documents de la Conférence de Bruxelles se retrouvent :
<http://www.coe.int/fr/web/portal/high-level-conference-esc-2014>

Processus de Turin

DOCUMENT DE BRUXELLES sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe

Turin Process

BRUSSELS DOCUMENT on the Future of the Protection of Social Rights in Europe

12-13 février 2015

Le présent document, rédigé par un groupe d'experts indépendants, a pour objet de tirer les principales conclusions de la Conférence de Bruxelles sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe convoquée les 12 et 13 février 2015 à l'initiative de la présidence belge du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La Conférence de Bruxelles s'inscrit dans le cadre du processus de Turin, amorcé par la Conférence à haut niveau sur la Charte sociale européenne des 17-18 octobre 2014. Ce document se situe dans le prolongement du rapport général de la conférence de Turin.

Le document de Bruxelles contient un ensemble d'objectifs et de propositions en vue de l'amélioration de la protection des droits sociaux en Europe.

La Conférence de Bruxelles a confirmé un large consensus sur la nécessité de mieux prendre en compte les exigences des droits sociaux dans les politiques menées en Europe, notamment en réponse à la crise économique, financière et de la dette souveraine ; et de renforcer à cet effet la possibilité de recours juridiques contre les atteintes aux droits sociaux.

Un consensus se fait jour également sur la nécessité, à cet égard, de donner pleine effectivité à la Charte sociale européenne révisée, et d'améliorer la coordination entre les différents instruments européens de protection des droits sociaux, qu'ils proviennent du Conseil de l'Europe ou de l'Union européenne.

12-13 February 2015

This document, prepared by a group of independent experts, aims to draw the main conclusions from the Brussels Conference on the future of the protection of social rights in Europe convened on 12 and 13 February 2015 at the initiative of the Belgian chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe. The Brussels Conference took place within the framework of the Turin process, launched by the High-Level Conference on the European Social Charter of 17-18 October 2014. This document complements the general report of the Turin conference.

The Brussels document sets out a range of objectives and proposals for the improvement of the protection of social rights in Europe.

The Brussels Conference confirmed a broad consensus on the need to better take into account the requirements of social rights in policies implemented in Europe in response to the economic, financial and sovereign debt crises; and to strengthen to this effect the possibilities of legal remedies against violations of social rights.

A consensus emerges also in this regard on the need to give full effectiveness to the Revised European Social Charter, and to improve coordination across different European systems of protection of social rights, whether these have been established within the Council of Europe or within the European Union.

1. Garantir les droits sociaux en temps de crise

Les crises économiques et financières ont eu un impact très négatif sur la jouissance des droits sociaux en Europe. Après 2008, l'augmentation du chômage, du nombre de sans-abri, de la faim, de l'inégalité et de la pauvreté des enfants ont fait peser une grave menace sur les droits énoncés dans la Charte sociale européenne, ainsi que sur le modèle social européen de manière plus générale. En Europe, des coupes dans les dépenses relatives à la santé ont affecté le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint, ainsi que l'a constaté le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. L'insécurité liée au logement et à l'emploi ont augmenté la proportion de personnes courant un risque d'atteinte à leur santé mentale. La crise économique a conduit à une augmentation du nombre de personnes sans abri en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal, en Espagne et au Royaume-Uni entre 2007 et 2012. Le nombre de personnes sans emploi a augmenté depuis 2007, ainsi que la proportion de personnes employées à temps partiel ou pour une durée déterminée. Deux tiers des 30 Etats européens examinés par UNICEF ont vu augmenter le nombre d'enfants en situation de privation matérielle entre 2008 et 2012. La consolidation fiscale post 2007 a produit des impacts disproportionnés sur les femmes: dans certains Etats membres de l'UE, dans les Etats de l'EEE-AELE et dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, les reculs en matière d'emploi, de transferts sociaux et de services sociaux ont effacé les progrès récents en matière d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes. Ces évolutions entraînent une régression potentielle dans le degré de réalisation d'un ensemble de droits protégés par les instruments du Conseil de l'Europe, y compris sous les articles 1, 4, 7, 11 et 12 de la Charte sociale européenne, et sous les articles 2, 3, 6, 8 et 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. La jouissance des droits à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'au logement, énoncés aux articles 30 et 31 de la Charte sociale européenne révisée, a également été affectée.

Certains de ces impacts sur les droits sociaux ont pu être imputables à des résultats spécifiques liés aux crises telles que les turbulences sur les marchés et les possibilités d'emploi. D'autres résultent des politiques nationales et supranationales adoptées en réponse aux crises, en particulier les mesures d'austérité budgétaire.

L'Organisation internationale du travail a par ailleurs détaillé leurs effets sur la base du rapport des dernières tendances en protection sociale présenté lors de la conférence, en soulignant que des espaces budgétaires existent afin de renforcer la protection des droits sociaux (*Social protection global policy trends*

1. Protecting Social Rights in the Time of Crisis

The financial and economic crises have had a significant negative impact on social rights enjoyment in Europe. Increases in unemployment, hunger, inequality and poverty following 2008 have posed a serious threat to the rights set out in the European Social Charter, as well as to the European social model more broadly. In Europe, cuts in health-related spending have affected the right to enjoy the highest attainable standard of health, as noted by the Council of Europe Commissioner of Human Rights. Housing and job insecurity in particular have contributed to an increase in the proportion of people at risk of poor mental health. The economic crisis has been identified as a key driver of increased homelessness in Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain, and the UK from 2007-2012. Unemployment has increased in many EU member states since 2007, and the share of individuals engaged involuntarily in parttime and temporary employment has also grown sizeably. Two-thirds of 30 European countries surveyed by UNICEF saw child material deprivation worsen between 2008 and 2012. The post-2007 fiscal consolidation has disproportionately affected women: in some EU member states, EEA-EFTA countries and EU candidate countries, there is evidence that considerable retrenchment in employment, social transfers and social services may well be rolling back past progress in equality between women and men. These developments represent potential regression in terms of the realisation of a range of rights protected under Council of Europe human rights instruments, including elements of Articles 1, 4, 7, 11 and 12 of the European Social Charter, as well as Articles 2, 3, 6, 8, and Article 1 of Protocol 1 of the European Convention on Human Rights. Enjoyment of Articles 30 and 31 of the Revised European Social Charter, guaranteeing a protection from poverty and social exclusion and the right to housing, has also been significantly affected.

Some of these social rights impacts have been attributable to specific crises-related outcomes such as market turmoil and labour opportunities. Others result from national and supranational policy responses to the crises, particularly fiscal austerity measures.

The International Labour Organisation documented the impacts of such measures in its report on the most recent trends in social protection presented at the conference, underlining in this regard that budgetary margins exist to strengthen the protection of social rights (*Social protection global policy trends 2010-*

2010-2015: from fiscal consolidation to expanding social protection: key to crisis recovery, inclusive development and social justice (International Labour Office, Geneva: ILO, 2014). Le Comité européen des droits sociaux a admis pour sa part qu'il puisse être nécessaire d'introduire des mesures d'assainissement des finances publiques en temps de crise économique, afin d'assurer le maintien et la viabilité du système de sécurité sociale existant. Cependant, il a souligné que de telles mesures ne devraient pas porter atteinte au cadre essentiel du régime de sécurité sociale national ou priver les individus de l'opportunité de bénéficier de la protection que ce régime offre contre de sérieux risques sociaux et économiques (C.E.D.S., *GENOP-DEI et ADEDY c. Grèce*, réclamation n° 66/2011 § 47). De plus, bien qu'il soit raisonnable pour la crise d'entraîner des changements dans les législations et pratiques actuelles dans les domaines du droit à la santé, à la protection sociale et au travail afin de limiter certains éléments des dépenses publiques ou de libérer de contraintes les entreprises, « de tels changements ne doivent toutefois pas déstabiliser de manière excessive la situation de ceux qui jouissent des droits qui leur sont reconnus par la Charte » (C.E.D.S., *GENOP-DEI et ADEDY c. Grèce*, réclamation n° 65/2011, § 17). Etant donné le contexte politique et économique en Europe, il est significatif que les restrictions des droits soient dues aux obligations internationales des gouvernements dans le cadre de prêts souscrits auprès des institutions de l'UE et du Fonds monétaire international, le Comité considère cependant qu'elles ne se soustraient pas à l'empire de la Charte (C.E.D.S., *IKA-ETAM c Grèce*, réclamation n° 76/2012, § 50).

Le contexte de la crise a ainsi ouvert une brèche dans la protection des droits sociaux dans l'Union européenne, mettant en danger l'Etat de droit européen et la constitution sociale de l'Europe. En outre, les programmes de consolidation fiscale ont suscité des craintes en ce qui concerne leurs impacts de court et de long terme sur les procédures démocratiques de prise de décision (Résolution 1884 (2012) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe). Les crises ont érodé la citoyenneté sociale, venant menacer l'esprit de solidarité au sein de l'Europe et mettant à l'épreuve la loyauté des populations envers le projet européen.

Le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a souligné que les impacts sur les droits de l'homme des programmes de consolidation budgétaire ont été les plus significatifs dans le domaine des droits sociaux. La Comité a clairement affirmé à cet égard que la crise économique ne devait pas conduire à réduire la protection des droits reconnus par la Charte : « Les gouvernements se doivent dès lors de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que ces droits soient effectivement garantis au moment où

2015: from fiscal consolidation to expanding social protection: key to crisis recovery, inclusive development and social justice (International Labour Office, Geneva: ILO, 2014). As for the European Committee of Social Rights, it has recognised that it may be necessary to introduce measures to consolidate public finances in times of economic crisis so as to ensure the maintenance and sustainability of the existing social security system. However, the Committee has emphasized that any such measures should not undermine the core framework of a national social security system or deny individuals the opportunity to enjoy the protection it offers against serious social and economic risk. (E.C.S.R., *GENOP-DEI and ADEDY v Greece*, Complaint No. 66/2011 § 47). Furthermore, although it may be reasonable for the economic crisis to prompt changes in current legislation and practices in the areas of the rights to health, social protection and labour law so as to restrict certain items of public spending or relieve constraints on businesses, « these changes should not excessively destabilise the situation of those who enjoy the rights enshrined in the Charter » (*GENOP-DEI/ADEDY v Greece*, Complaint No. 65/2011 id., §17). Given the current European political and economic context, it is notable that the fact that restrictions to rights have resulted from governments' international obligations in terms of loan arrangements with EU institutions and the International Monetary Fund, the Committee does not remove them from the ambit of the Charter (E.C.S.R., *IKA-ETAM v Greece*, Complaint No. 76/2012, § 50).

A gap is thus emerging in terms of protection of social rights at the EU level in the crisis context, placing at risk European rule of law and the European social constitution. Furthermore, fiscal consolidation programmes have raised concerns from the point of view of their short- and long-term impact on democratic decision-making processes (Resolution 1884 (2012) of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe). The crises have resulted in an erosion of social citizenship, posing a substantial threat to Europeans' sense of solidarity and loyalty to the European project.

The Council of Europe Commissioner for Human Rights has emphasised that some of the most drastic and lasting human rights consequences of fiscal consolidation have been in the domain of social rights. Reflecting this, the Committee has made clear that the economic crisis should not result in the reduction of the protection of the rights recognised by the Charter: « Hence, the governments are bound to take all necessary steps to ensure that the rights of the Charter are effectively guaranteed at a period of time when

le besoin de protection se fait le plus sentir » (C.E.D.S., Conclusions XIX-2 (2009), Introduction générale §15). La crise ne constitue ainsi pas seulement une menace aux droits sociaux en Europe – elle est également un appel à agir. La Charte peut servir de cadre pour une relance économique respectueuse des droits sociaux. Le modèle de « l'économie sociale de marché hautement compétitive » mentionné à l'article 3 du Traité sur l'Union européenne devrait à l'avenir intégrer cette exigence.

2. Assurer la cohérence de la protection des droits sociaux fondamentaux

La garantie des droits sociaux fondamentaux repose sur diverses sources issues de sphères juridiques distinctes – nationales (constitutions), européennes (Conseil de l'Europe, Union européenne) et internationales (Organisation des Nations Unies, Organisation internationale du Travail). Bien qu'elles reposent un fond normatif commun, ces différentes sources n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation préalable. Elles ne sont pas unies entre elles par des rapports hiérarchiques.

Il est capital que les États, leurs législateurs et leurs juges, lorsqu'ils sont confrontés à cette pluralité de sources de protection des droits sociaux fondamentaux, demeurent respectueux du principe dit « de la clause la plus favorable », qui en articule les éventuelles divergences. Ce principe est exprimé par l'article 53 de la Convention européenne des droits de l'Homme, l'article H de la Charte sociale européenne révisée, ou encore, l'article 53 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ces dispositions impliquent que la moindre protection accordée par tel ou tel instrument de protection des droits de l'Homme à un droit social déterminé ne peut jamais être, à elle seule, un motif valable de mettre entre parenthèse la protection plus exigeante accordée au même droit par un autre instrument (voy. par exemple, s'agissant de la liberté syndicale des membres des forces armées, Cour eur. D.H., arrêt *Matelly c. France* du 2 octobre 2014, § 74). La survenance d'obligations contradictoires dans le chef des États doit quant à elle continuer à être arbitrée, par ces États et les organes de surveillance auxquels ils sont soumis, à la lumière du principe de la relativité des traités. Comme l'affirme la Cour européenne des droits de l'Homme, « les Parties contractantes sont responsables au titre de l'article 1^{er} de la Convention de tous les actes et omissions de leurs organes, qu'ils découlent du droit interne ou de la nécessité d'observer des obligations juridiques internationales » (Cour eur. D.H., arrêt *Al-Saadoon et Mufdhi c. Royaume-Uni* du 2 mars 2010, § 128). Cette même Cour estime encore qu'il serait contraire au but et à

beneficiaries need the protection most » (E.C.S.R., Conclusions XIX-2 (2009), General Introduction §15). The crisis is thus not just a threat to social rights, legality and social justice in Europe – it is also a call to action. The Charter can serve as the basic framework for an economic recovery that is social rights-compliant, and contributing to a recalibration of European rule of law. The model of the « highly competitive social market economy » referred to in article 3 of the Treaty on the European Union should in the future integrate this requirement.

2. Ensuring the consistency of the protection of social rights

The guarantee of fundamental social rights draws on diverse sources of law belonging to distinct legal spheres – national (constitutions), European (the Council of Europe and the European Union) and international (the United Nations and the International Labour Organization). Though they share a common normative inspiration, these sources have not undergone any prior harmonisation. They are not bound by hierarchical relationships.

It is vital that, in the face of this diversity of sources of law guaranteeing fundamental social rights, States, and their legislatures and judiciaries, continue to abide by the principle of the most favourable treatment. The principle is expressed, for instance, through Article 53 of the European Convention on Human Rights, Article H of the Revised European Social Charter, and Article 53 of the EU Charter of Fundamental Rights. These provisions stipulate that the fact that a given human rights instrument accords a lesser degree of protection to a specific social right must never, in itself, constitute a valid ground for setting aside the more demanding level of protection given to the same right by another instrument (see for instance, concerning the freedom of association of members of the armed forces, the *Matelly v. France* judgment delivered by the European Court of Human Rights on 2 October 2014, § 74). Any contradictory obligations incumbent on the States must continue to be weighed by the States themselves, and by the supervisory bodies scrutinising their action, in the light of the principle of the relativity of treaties. As recognised by the European Court of Human Rights, « a Contracting Party is responsible under Article 1 of the Convention for all acts and omissions of its organs regardless of whether the act or omission in question was a consequence of domestic law or of the necessity to comply with international legal obligations. Article 1 makes no distinction as to the type of rule or measure concerned and does not exclude any part of a Contracting Party's 'jurisdiction' from scrutiny under the Convention » (Eur. Ct. HR, *Al-Sadoon and Muhfdi*

l'objet de la Convention qu'un Etat contractant soit exonéré de toute responsabilité au regard de la Convention dans un domaine d'activité déterminé au motif qu'il lui incombe d'honorer des obligations découlant de son appartenance à une organisation internationale à laquelle il a transféré une partie de sa souveraineté (Cour eur. D.H., arrêt *Bosphorus Hava Yollari Turzim Ve Ticaret Anonim Sirketi c. Irlande* du 30 juin 2005, § 124). Le Comité européen des droits sociaux affirme quant à lui que « la circonstance que les dispositions nationales s'inspirent d'une directive de l'Union européenne ne les soustrait pas à l'empire de la Charte », et qu'il en va de même en présence de dispositions nationales fondées sur des décisions préjudicielles rendues par la Cour de Justice sur la base de l'article 267 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (C.E.D.S., *Confédération générale du travail de Suède (LO) et Confédération générale des cadres, fonctionnaires et employés (TCO) c. Suède*, réclamation n°85/2012, décision du 3 juillet 2013).

Les Etats doivent donc demeurer respectueux de l'autonomie normative de chacune des sphères juridiques auxquelles ils sont soumis : les engagements les plus forts en matière de droit sociaux ne peuvent être oubliés au profit d'engagements ultérieurs moins généreux, et ne peuvent *a fortiori* être totalement mis entre parenthèse pour honorer d'autres obligations – internationales ou européennes – qui leur seraient contraires. Il importe cependant que cette autonomie ne soit pas confondue avec un isolement total et une surdité complète vis-à-vis de ce qui se dit et se décide à l'extérieur de chacune de ces sphères. Les instruments de protection de droits sociaux ne peuvent être appliqués « dans le vide » par les juges – nationaux, européens et internationaux – qui en ont la garde. Ils gagnent tout au contraire à voir leur interprétation enrichie par les indications issues d'autres instruments ayant les mêmes objets ou préoccupations, ainsi que de l'interprétation de leurs organes de surveillance respectifs. La Cour européenne des droits de l'Homme prend ainsi en compte, pour concrétiser la garantie du droit de grève déduite de la Convention européenne des droits de l'Homme, les apports issus de la Charte sociale européenne et des conclusions du Comité européen des droits sociaux (Cour eur. D.H., arrêt *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers c. Royaume-Uni* du 8 avril 2014). Cette même Charte sociale européenne doit également servir de point de repère pour l'interprétation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et les principes généraux du droit qui, au sein de l'Union, protègent les droits fondamentaux. L'ouverture interprétative ainsi pratiquée n'a aucune raison d'être limitée aux frontières du Conseil de l'Europe, et il n'est plus rare de voir les instruments de l'OIT ou les traités des

v. the United Kingdom judgment of 2 March 2010, § 128). The Court has also held that it would be incompatible with the purpose and object of the Convention completely to absolve a Contracting State from its responsibility in a given field under the terms of the Convention on the ground that it is required to comply with obligations flowing from its membership of an international organisation to which it has transferred part of its sovereignty (Eur. Ct. HR, *Bosphorus Hava Yollari Turzim Ve Ticaret Anonim Sirketi v. Ireland* judgment of 30 June 2005, § 124). The European Committee of Social Rights takes the view that «the fact that national provisions are based on a European Union directive does not remove them from the ambit of the Charter » and that the same applies to national provisions based on preliminary rulings given by the Court of Justice of the European Union on the basis of Article 267 of the Treaty on the Functioning of the European Union (E.C.S.R., *Swedish Trade Union Confederation (LO) and Swedish Confederation of Professional Employees (TCO) v. Sweden*, Complaint No. 85/2012, decision of 3 July 2013).

States should therefore acknowledge the normative autonomy of each legal sphere dealing with the protection of fundamental social rights: the more far-reaching commitments in the area of social rights cannot be set aside in favour of later and less demanding undertakings, and they cannot be side-stepped in order to honor other commitments – international or European – that they would be in conflict with. Such autonomy should not be confused with total isolation, however, or with a complete disregard for what is said and decided elsewhere. Instruments for the protection of social rights cannot be applied "in a vacuum" by the courts – whether national, European or international –. Instead, such instruments gain from being interpreted more broadly in the light of the provisions of other instruments addressing the same objectives or concerns or of the interpretation adopted by their respective supervisory bodies. For example, in order to consolidate the guarantee of the right to strike as recognized by the European Convention on Human Rights, the European Court of Human Rights takes into account the contributions of the European Social Charter and of the conclusions of the European Committee of Social Rights (Eur. Ct. HR, *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers v. United Kingdom* judgment of 8 April 2014). The European Social Charter should also serve as a reference point in the interpretation of the EU Charter of Fundamental Rights and of the general principles of law that the Court of Justice ensures respect for, and that include fundamental rights. Nor is there any reason why this opening up should be restricted to Council of Europe instruments and bodies, and it is no longer unusual for the competent courts to make reference to the ILO's instruments or to United Nations treaties devoted in

Nations Unies dédiés en tout ou partie à la garantie de droit sociaux être invoqués aux fins d'interprétation, par leurs juges attitrés, des instruments européens. Ainsi, le Comité européen des droits sociaux interprète la Charte sociale européenne « en harmonie avec les autres règles du droit international dont elle fait partie », ce qui inclut par exemple la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, dans l'interprétation qu'en donne le Comité des droits de l'enfant (C.E.D.S., *Défense des Enfants International (DEI) c. Belgique*, réclamation n°69/2011, décision du 23 octobre 2012). Pourvu qu'elle soit méthodologiquement transparente et qu'elle n'aboutisse pas à un nivellement par le bas, pareille démarche interprétative peut être approuvée dès lors qu'elle s'inscrit dans l'esprit de l'article 31 § 3 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Celui-ci rappelle en effet que, dans l'interprétation des traités, il sera tenu compte, notamment, de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité, ainsi que de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

La pluralité des instruments juridiques de protection des droits sociaux ne peut conduire au nivellement par le bas de la protection qu'ils accordent, mais tout au contraire à une élévation de celle-ci : dans la pratique des états, des législateurs et de leurs juges, les différentes garanties doivent se compléter, se renforcer mutuellement, et, dans une approche intégrée, l'interprétation de chacune d'entre elles gagne à s'enrichir de la prise en considération des autres et du consensus, existant ou en devenir, qu'elles dessinent.

3. Améliorer l'efficacité de la Charte sociale européenne

Améliorer l'efficacité de la Charte sociale implique d'abord d'œuvrer à l'application la plus uniforme possible de cet instrument dans tout l'espace régional du Conseil de l'Europe.

Cela passe d'abord par le fait que l'ensemble des Etats membres du Conseil de l'Europe soient liés par le même texte de garantie des droits sociaux. La Charte sociale européenne révisée constitue l'expression la plus actualisée des conceptions européennes en matière de droits sociaux. Sa ratification par l'ensemble des Etats est dès lors prioritaire. Un appel solennel et une incitation à ratifier, venant tant des organes du Conseil de l'Europe que de ceux de l'Union européenne, serait à cet égard d'une grande utilité. De plus, les Etats qui n'auraient pas accepté l'ensemble des dispositions de cet instrument devraient être incités à accepter progressivement les dispositions restantes, à commencer par celles qui

whole or in part to the protection of social rights so as to interpret the European instruments. For instance, the European Committee of Social Rights has concluded that the European Social Charter should be interpreted "in harmony with the other rules of international law to which it belongs", such as the United Nations Convention on the Rights of the Child, as interpreted by the Committee on the Rights of the Child (E.C.S.R., *Defence of Children International (DEI) v. Belgium*, Complaint No. 69/2011, Decision of 23 October 2012). Provided it is methodologically transparent and does not result in a lowering of standards, such an approach is consistent with the spirit of Article 31 § 3 of the Vienna Convention on the law of treaties, which provides that, when interpreting treaties, « there shall be taken into account, together with the context: a) any subsequent agreement between the parties regarding the interpretation of the treaty or the application of its provisions; b) any subsequent practice in the application of the treaty which establishes the agreement of the parties regarding its interpretation; c) any relevant rules of international law applicable in the relations between the parties. »

The plurality of legal instruments protecting social rights may not be allowed to result in the lowering of the level of protection provided by any one of them. Quite to the contrary, it should lead to strengthen the guarantee of social rights: in the practice of legislators and courts, the different guarantees should complement each other, strengthen one another, following an integrated approach, and the interpretation of each should be enriched by taking the other sources into account and by contributing to the emerging consensus that they point at.

3. Enhancing the effectiveness of the European Social Charter

Enhancing the Social Charter's effectiveness firstly entails seeking to apply it as uniformly as possible throughout the regional space of the Council of Europe.

This means first and foremost that all the member States of the Council of Europe should be bound by the same social rights protection instrument. The Revised European Social Charter represents the most up-to-date expression of the European perception of social rights. Its ratification by all the States concerned should be seen as a priority. Furthermore, States that have not accepted the full range of provisions of this instrument should be encouraged gradually to accept the outstanding provisions, beginning with those that form the core of the Charter – that is, the articles on the right to work (Article 1), the right to organise (Article 5), the right to bargain collectively (Article 6), the right of children and

forment le noyau dur de la Charte, à savoir les articles relatifs au droit au travail (art. 1), au droit syndical (art. 5), au droit de négociation collective (art. 6), au droit des enfants et adolescents à la protection (art. 7), au droit à la sécurité sociale (art. 12), au droit à l'assistance sociale et médicale (art. 13), au droit de la famille à la protection (art. 16), au droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l'assistance (art. 19), et au droit à l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession (art. 20).

L'uniformité d'application de la Charte sociale européenne passe aussi par l'acceptation par tous les Etats membres du Conseil de l'Europe des mécanismes de garantie des droits protégés, tant au plan européen qu'au plan national. La réalisation de cet objectif suppose la ratification générale du Protocole de 1995 instituant une procédure de réclamations collectives. Afin que cette ratification offre les meilleures chances pour une « mise en œuvre effective des droits sociaux » (Préambule du Protocole de 1995) et de promouvoir la participation citoyenne à ce processus, les Etats devraient être invités à l'assortir systématiquement d'une déclaration reconnaissant le droit de réclamation des ONG nationales (art. 2, § 1 du Protocole de 1995). Eu égard au caractère collectif des dites réclamations et au fait qu'elles peuvent être introduites de manière précoce, ceci permettrait en outre de diminuer sensiblement le nombre des saisines tant des juridictions nationales que de la Cour européenne des droits de l'homme.

Assurer l'application la plus étendue possible de la Charte sociale suppose par ailleurs de promouvoir le rôle primordial des institutions nationales, notamment juridictionnelles, en la matière, moyennant une meilleure formation/information des législateurs, des autorités administratives et des juges, grâce à un échange plus structuré des bonnes pratiques, ainsi qu'au moyen d'une traduction systématique des décisions du Comité européen des droits sociaux dans la ou les langues nationales de l'Etat partie concerné, afin de les rendre plus accessibles. Ceci serait conforme au principe de subsidiarité privilégiant la recherche de solutions au plan national, et serait à concevoir par analogie à ce que recommande le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'adoption de certaines mesures pratiques pour stabiliser et renforcer le dispositif européen de protection permettrait encore d'améliorer la mise en œuvre effective de la Charte sociale européenne.

Certaines dispositions du Protocole de Turin de 1991 restent inappliquées à ce jour, à défaut que ce protocole ait été ratifié par l'ensemble des Etats parties à la Charte sociale européenne de 1961. Il en

young persons to protection (Article 7), the right to social security (Article 12), the right to social and medical assistance (Article 13), the right of the family to protection (Article 16), the right of migrant workers and their families to protection and assistance (Article 19), and the right to equal opportunities and equal treatment in matters of employment and occupation (Article 20).

The uniform application of the Charter also entails that all member States of the Council of Europe accept the mechanisms put in place to safeguard the rights protected, whether at the European or at the national level. This requires the generalised ratification of the 1995 Protocol providing for a system of collective complaints. In order for this ratification to afford the best chance of improving « the effective enforcement of ... social rights » (Preamble to the 1995 Protocol), the States should be invited systematically to combine it with a declaration recognising the right of national non-governmental organisations to lodge complaints (Article 2§1 of the Protocol). As these are collective complaints that may be filed at an early stage, this would moreover allow to significantly reduce the number of cases filed both before domestic courts and before the European Court of Human Rights.

Ensuring the widest implementation possible of the European Social Charter also implies promoting the key role of national institutions, particularly the judicial authorities, through improved training and information targeting lawmakers, administrative authorities and judges, as well as through the pooling of good practices and the systematic translation of the decisions of the European Committee of Social Rights in the language(s) of the State party concerned, in order to ensure such decisions are accessible. This would be consistent with the principle of subsidiarity favoring the identification of solutions at the national level, and would be to be conceived of per analogy to what the Committee of Ministers of the Council of Europe recommends as regards the implementation of the European Convention on Human Rights.

The adoption of certain practical measures to stabilise and reinforce the European protection system could further enhance the Social Charter's effectiveness.

Certain provisions of the 1991 Turin Protocol have not been implemented, due to the failure of all States parties to the 1961 Social Charter to ratify the Protocol. This is the case in particular as regards the

va ainsi tout particulièrement de celle qui prévoit l'élection des membres du Comité européen des droits sociaux par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'instar des juges à la Cour européenne des droits de l'homme. Quant à la disposition qui fixe le rôle du Comité européen des droits sociaux, elle souffre encore, dans son application, des contestations récurrentes de certains Etats. Le système dans son ensemble gagnerait en lisibilité et en sécurité juridique à ce que les rôles de chacun des différents organes de la Charte soient fermement réaffirmés : au Comité européen des droits sociaux, l'appréciation juridique des situations nationales ; au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, le suivi de l'application des décisions du Comité européen des droits sociaux ; et au Comité gouvernemental, la préparation des travaux du Comité des ministres.

Une déclaration formelle du Comité des ministres, mais aussi le développement d'une pratique consistant à rendre publiques immédiatement les décisions du Comité européen des droits sociaux sur les réclamations collectives, contribueraient en outre à pareille clarification.

Conforter le dispositif européen de protection, c'est aussi lui donner les moyens matériels de son fonctionnement optimal : par l'augmentation du nombre de membres du Comité européen des droits sociaux, par l'accroissement du nombre de juristes l'assistant dans ses travaux, et par l'augmentation corrélative du budget dédié à la promotion et à la protection des droits sociaux.

Enfin, il serait conforme à l'indivisibilité de l'ensemble des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, de renforcer l'égalité de traitement entre la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte. La mise en œuvre d'une politique rénovée de communication externe du Conseil de l'Europe, en ce compris les initiatives tendant à l'éducation aux droits de l'homme, en même temps que l'adoption de mesures de réorganisation interne appropriées, pourrait y contribuer. De même, pourrait y contribuer une politique d'exécution des décisions du Comité européen des droits sociaux alignée sur celle adoptée à l'égard des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

4. Maximiser le potentiel des synergies entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne en matière de droits sociaux

La protection des droits sociaux fondamentaux au sein du droit de l'Union européenne a progressé de manière notable depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen le 1er juillet 1987, qui a introduit pour la

provisions providing for the election of the members of the European Committee of Social Rights by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, as is provided for the judges of the European Court of Human Rights. With respect to the provision setting the role of the European Committee of Social Rights, it still suffers, in its implementation, from the recurring objections from some States. The clarity and legal certainty of the system as a whole would also be enhanced if the roles of the various Charter bodies were firmly reaffirmed: the European Committee of Social Rights dealing with the legal assessment of national situations; the Committee of Ministers of the Council of Europe monitoring the application of the decisions of the European Committee of Social Rights; and the Governmental Committee handling the preparation of the work done by the Committee of Ministers.

A formal declaration to that effect by the Committee of Ministers, as well as the immediate publication of decisions taken by the European Committee of Social Rights on collective complaints becoming standard practice, would contribute further to such a clarification of roles.

Reinforcing the European protection system also entails that it should, at last, be endowed with the resources it needs to function as effectively and efficiently as possible, which requires an increase in the number of members of the ECSR, an increase in the number of legal specialists assisting the committee in its work and a corresponding increase in the budget assigned to the promotion and protection of social rights.

Finally, it would be consistent with the indivisibility of the whole set of rights – civil, cultural, economic, political and social – to further the equality of treatment between the European Convention on Human Rights and the Charter. The Council of Europe's external communication policy, including initiatives in the field of human rights education, could contribute to this objective, in parallel with the implementation of appropriate internal reorganisation measures. Indeed, so would aligning the execution of the decisions of the European Committee of Social Rights on that of judgments adopted by the European Court of Human Rights would.

4. Maximizing the potential synergies between the Council of Europe and the European Union in the area of social rights

The protection of fundamental social rights in the EU legal order has made significant progress since the entry into force of the Single European Act on 1 July 1987, which introduced for the first time a reference

première fois une référence dans les traités européens à la Charte sociale européenne (voir à présent l'article 151 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). L'adoption de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs lors du Conseil européen de Strasbourg des 11 et 12 décembre 1989, ainsi que l'adoption de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée en 2000 avant d'être intégrée dans les traités par le Traité de Lisbonne, ont encore renforcé à la fois le rôle de la Cour de justice dans la protection des droits sociaux, et le rôle du droit dérivé de l'Union européenne.

Des difficultés subsistent, cependant. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne demeure sélective dans son inclusion des droits sociaux fondamentaux. Elle ne mentionne pas, par exemple, le droit au travail, le droit à une rémunération équitable, le droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ou le droit au logement, que reconnaît la Charte sociale européenne révisée. En outre, bien que plusieurs dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne soient directement inspirées de la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe, ces dispositions n'ont pas à être lues en fonction de l'interprétation qu'en donne le Comité européen des droits sociaux: le contraste avec le statut que reçoit la Convention européenne des droits de l'Homme est frappant (art. 52 § 3 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne).

Les engagements des Etats membres de l'Union européenne dans le système de la Charte sociale européenne demeurent en outre variables: tous les Etats membres n'ont pas ratifié la Charte sociale européenne révisée, et ils n'ont pas accepté les mêmes dispositions de la Charte sociale européenne. Confrontée à cette situation, la Cour de justice de l'Union européenne hésite à reconnaître la Charte sociale européenne comme source d'inspiration pour le développement des droits fondamentaux parmi les principes généraux de droit dont elle assure le respect conformément au mandat de l'article 6 § 3 du Traité sur l'Union européenne.

Il résulte de cette situation un cercle vicieux: parce que la Charte sociale européenne ne fait pas l'objet d'une réception matérielle dans le droit de l'Union européenne, à l'instar de la Convention européenne des droits de l'Homme, le Comité européen des droits sociaux estime qu'il est prématuré de présumer la compatibilité avec les exigences de la Charte sociale européenne des mesures prises par les Etats membres de l'UE afin de se conformer aux obligations qui découlent du droit de l'UE, sous le contrôle de la Cour de justice (Comité européen des droits sociaux, *Confédération générale du travail (CGT) c. France*, réclamation n° 55/2009, décision sur le bien-fondé du

to the European Social Charter in the European treaties (see, now, Art. 151 of the Treaty on the Functioning of the European Union). The adoption of the Community Charter on Fundamental Social Rights of Workers at the European Council meeting in Strasbourg on 11 and 12 December 1989, as well as the adoption of the EU Charter on Fundamental Rights, proclaimed in 2000 before being integrated in the EU treaties with the Treaty of Lisbon, further strengthened both the role of the Court of Justice of the European Union in the protection of social rights, and the role of EU secondary legislation.

Some difficulties remain, however. The EU Charter of Fundamental Rights remains selective in its inclusion of fundamental social rights. It does not mention, for instance, the right to work, the right to fair remuneration, the right to be protected from poverty and social exclusion, or the right to housing, which are recognized by the Revised European Social Charter. Moreover, although a number of provisions of the EU Charter of Fundamental Rights are directly inspired by the Social Charter of the Council of Europe, such provisions are not to be read in accordance with their interpretation by the European Committee of Social Rights: this stands in striking contrast with the status of the European Convention on Human Rights (art. 52 § 3 of the EU Charter of Fundamental Rights).

The commitments of the EU Member States in the system of the European Social Charter remain highly variable, moreover: some EU Member States have not acceded to the Revised European Social Charter, and they have not all accepted the same provisions of the European Social Charter. Faced with this situation, the Court of Justice of the EU hesitates to fully acknowledge the European Social Charter as a source of inspiration for the development of fundamental rights among the general principles of law it ensures respect for, in accordance with the mandate of Article 6 § 3 of the Treaty on the European Union.

This situation leads to a vicious cycle: because the European Social Charter has not been materially incorporated in the EU legal order in the way that the European Convention on Human Rights has been, the European Committee of Social Rights considers that it is premature to establish a presumption of compatibility with the requirements of the European Social Charter of the measures adopted by the EU Member States in order to discharge their obligations under EU law, under the control of the Court of Justice (*E.C.S.R., Confédération générale du travail (CGT) v. France*, Complaint n° 55/2009, Decision on the merits of 23 June 2010, paras. 33-42). This creates

23 juin 2010, paras. 33-42). Ceci crée un risque de conflit entre les deux ensembles de normes (Comité européen des droits sociaux, *Confédération générale du travail de Suède (LO) et Confédération générale des cadres, fonctionnaires et employés (TCO) c. Suède*, réclamation n° 85/2012, décision sur la recevabilité et le bien-fondé du 3 juillet 2013). C'est pourquoi, dans son rapport sur la *Situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit en Europe*, présenté à la 124^e réunion du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe tenue à Vienne les 5 et 6 mai 2014, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a considéré qu'il est urgent de trouver des façons pragmatiques de résorber les contradictions entre la Charte sociale européenne et les normes de l'Union européenne.

Cet appel doit être entendu. Afin de dépasser la situation actuelle, plusieurs mesures pourraient être prises:

(i) La Commission européenne pourrait recommander à l'ensemble des Etats membres de l'UE de ratifier la Charte sociale européenne révisée et d'accepter un ensemble de dispositions de cet instrument, en fonction de leur pertinence pour les domaines de compétence de l'Union européenne. Ceci serait de nature à favoriser l'uniformité d'application du droit de l'Union européenne.

(ii) De même, conformément au Mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, la Commission pourrait veiller à tenir compte systématiquement de la Charte sociale européenne dans l'élaboration des textes de droit dérivé de l'Union européenne qui concernent des domaines couverts par la Charte (voir notamment les paragraphes 17 et 19 du Mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne). Cet engagement pourrait s'étendre à la préparation des protocoles d'accord conclus avec les Etats membres bénéficiant du Mécanisme européen de stabilité, afin d'assurer que les réformes prises afin d'assurer les équilibres macroéconomiques ne conduiront en aucun cas à apporter des restrictions aux droits de la Charte sociale européenne: pareilles restrictions, en effet, ne seraient pas justifiées au regard de la Charte (Comité européen des droits sociaux, Introduction générale aux Conclusions XIX-2 de 2009 sur les répercussions de la crise économique sur les droits sociaux). L'inclusion d'une référence à la Charte sociale européenne au sein des études d'impact préparées sous la responsabilité de la Commission européenne constituerait en même temps une application de la « clause sociale horizontale » de l'article 9 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui dispose que « L'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre

a risk of conflict between the two sets of norms (E.C.S.R., *Confédération générale du travail de Suède (LO) and Confédération générale des cadres, fonctionnaires et employés (TCO) v. Sweden*, Complaint n° 85/2012, Decision on the admissibility and on the merits of 3 July 2013). This is why, in his report on *The Situation of Democracy, Human Rights and the Rule of Law in Europe*, presented at the 124th meeting of the Committee of Ministers of the Council of Europe, held in Vienna on 5 and 6 May 2014, the Secretary General of the Council of Europe considered that there is an urgent need to find practical ways to resolve the contradictions between the European Social Charter and the norms of the European Union.

This call must be heeded. In order to move beyond the current deadlock, a number of measures could be taken:

(i) The European Commission could recommend to the EU Member States that they ratify the Revised European Social Charter and that they accept a number of provisions of this instrument, due to their specific relevance to the areas of competence of the European Union. This would favour the uniformity of application of EU law.

(ii) Consistent with the Memorandum of Understanding between the Council of Europe and the European Union, the Commission could seek to systematically take into account the European Social Charter in the design of EU legislation in the domains covered by the Charter (see in particular paragraphs 17 and 19 of the Memorandum of Understanding between the Council of Europe and the European Union). This commitment could extend to the preparation of Memoranda of Understanding concluded with the EU Member States benefiting from the support of the European Stability Mechanism, in order to ensure that the reforms adopted in order to safeguard macroeconomic balances do not lead to restrictions upon the rights of the European Social Charter. Such restrictions, indeed, would not be in conformity with the requirements of the Charter (European Committee of Social Rights), General Introduction to Conclusions XIX-2 of 2009 on the impacts of the economic crisis on social rights). The inclusion of a reference to the European Social Charter in impact studies prepared under the responsibility of the European Commission would at the same time constitute an application of the « horizontal social clause » of Article 9 of the Treaty on the Functioning of the European Union, which provides that « In defining and implementing its policies and activities, the Union shall take into account requirements linked to the promotion of a high level of employment, the guarantee of adequate

l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine ».

(iii) Enfin, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte sociale européenne, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne pourraient créer un groupe de travail commun identifiant les questions juridiques et techniques soulevées par l'adhésion de l'Union européenne à la Charte sociale européenne révisée. Aussi bien le Parlement européen que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se sont déclarés favorables à pareille adhésion (Résolution du Parlement européen du 27 février 2014 sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne (2012) (2013/2078(INI)), para. op. 8; Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Résolution du 8 décembre 2014 sur la mise en oeuvre du Mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne (rapp. K. Lundgren), para. 7), et c'est notamment l'absence de toute initiative en ce sens qui a conduit le Comité européen des droits sociaux à considérer qu'aucune présomption de conformité avec les exigences de la Charte sociale européenne ne pouvait s'attacher aux obligations découlant du droit de l'Union européenne (C.E.D.S., *Confédération générale du travail (CGT) c. France*, réclamation n° 55/2009, décision sur le bien-fondé du 23 juin 2010, para. 36).

social protection, the fight against social exclusion, and a high level of education, training and protection of human health ».

(iii) Finally, on the occasion of the fiftieth anniversary of the entry into force of the European Social Charter, the Council of Europe and the European Union could establish a joint working group identifying the legal and technical issues raised by the accession of the European Union to the Revised European Social Charter. This is supported by both the European Parliament and the Parliamentary Assembly of the Council of Europe (Resolution of the European Parliament of 27 February 2014 on the situation of fundamental rights in the European Union (2012) (2013/2078(INI)), op. para. 8; Parliamentary Assembly of the Council of Europe, Resolution of 8 December 2014 on the implementation of the Memorandum of Understanding between the Council of Europe and the European Union (rapp. K. Lundgren), para. 7), and it is in particular the absence of any initiative in this direction that has led the European Committee of Social Rights to consider that no presumption of the compatibility with the requirements of the European Social Charter could attach to the obligations imposed under EU law (E.C.S.R., *Confédération générale du travail (CGT) v. France*, Complaint n° 55/2009, Decision on the merits of 23 June 2010, para. 36).

Coord.: J.-F., AKANDJI-KOMBÉ (Paris)

B. ACIMUZ (Istanbul), N. BOCCADORO (Paris), N. BERNARD (Bruxelles), O. DE SCHUTTER (Louvain), C. DELIYANNI-DIMITRAKOU (Thessaloniki), C.-S. DIMITROULIAS (Strasbourg), K. DOGAN YENISEY (Istanbul), P. DORSSEMONT (Louvain), M. ENGIN (Istanbul), G. GUIGLIA (Verona), P. KENNA (Galway), J. KENNER (Nottingham), C. KOLLONAY-LEHOCZKY (Budapest), A.-M. KONSTA (Thessaloniki), S. LAULOM (Lyon), M. LE FRIANT (Avignon), K. LÖRCHER (Bruxelles), C. LOUGARRE (Southampton), J.-B. MARIE (Strasbourg), A. NOLAN (Nottingham), F. PROIETTI (Roma), A.T. RIBEIRO (Porto), N. RODEAN (Verona), A. RURKA (Paris), J. SARMENTO BARRA (Paris), D. SINOU (la Rochelle/Paris), S. VANDROOGHENBROECK (Bruxelles), I. VAN HIEL (Ghent), P. VIELLE (Louvain), Ö. YÜCEL DERICILER (Istanbul).



For more information, please contact

Manuel Paolillo
Coordination of the Belgian Presidency of the Council of Europe – Social Affairs
Federal Public Service Social Security - DG Strategy and Research
Section “Multilateral relations”

+32 (0)2 528 64 08
manuel.paolillo@minsoc.fed.be

Responsible editor

Tom Auwers
Federal Public Service Social Security

Pour plus d’informations, merci de contacter

Manuel Paolillo
Coordination de la Présidence belge du Conseil de l’Europe – Affaires sociales
Service public fédéral Sécurité sociale - DG Appui stratégique
Section “Relations multilatérales”

+32 (0)2 528 64 08
manuel.paolillo@minsoc.fed.be

Editeur responsable

Tom Auwers
Service public fédéral Sécurité sociale - DG Appui stratégique

D/2015/10.770.17